



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyiste)

... car la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE 1984

N° 266

PRIX : ANTILLES 2,50 F
FRANCE 3 F

Editorial

L'APARTHEID. LES DISCRIMINATIONS RACIALES, LE RACISME. IL N'Y SERA MIS FIN QUE LORSQUE L'IMPERIALISME SERA ABATTU !!

De violentes émeutes viennent d'opposer des manifestants noirs, parmi lesquels de nombreux jeunes, aux policiers blancs du gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Ces incidents se sont soldés par plus d'une vingtaine de tués dans les rangs des manifestants noirs.

Ces émeutes qui rappellent par beaucoup d'aspects celles, il y a quelques années, de Soweto, montrent s'il en est besoin que les noirs d'Afrique du Sud sont loin d'accepter le régime de l'Apartheid, le racisme franc et ouvert et toutes les discriminations qu'ils subissent depuis des années. A Soweto le pouvoir blanc avait également réprimé sauvagement, à Soweto il y avait eu aussi des morts, et suite à ces émeutes de nombreux militants noirs avaient été ou emprisonnés ou franchement assassinés. En dépit de toute cette répression, en dépit des assassinats, il n'empêche qu'aujourd'hui les racistes rétrogrades qui dirigent l'Afrique du Sud sont de veau confrontés à la colère justifiée des jeunes noirs qui veulent en finir avec un tel régime. Le pouvoir blanc raciste aura beau réprimer, beau diviser les Noirs, les Métis et les Indiens, il n'arrivera pas à endiguer la colère que sa haine raciale, ses discriminations les plus inhumaines ont engendrée dans le cœur des millions de noirs mais également dans celui de tous les gens de couleur que compte l'Afrique du Sud.

Mais ces événements sont également le signe qu'il existe sur toute la planète un problème noir et qui est actuellement l'une des expressions de la société capitaliste dominante.

Certes ce problème noir est loin de prendre partout l'aspect violent et franchement insupportable qu'il a en Afrique du Sud, mais il n'en reste pas moins vrai qu'il existe sous des formes tantôt institutionnelles, tantôt de façon plus subtile et moins ouverte. Il suffit de rappeler qu'aux Etats Unis pays impérialiste le plus riche et le plus avancé techniquement, le racisme sévit encore. Même lorsque, comme dans certains états du Sud, ce racisme n'est pas ratifié par les lois, il n'en reste pas moins que les Noirs en sont victimes dans leur vie quotidienne. Ils sont par exemple les derniers embauchés et les premiers licenciés. En ce contexte de crise actuel, les plus touchés par le chômage sont les Noirs et plus particulièrement les jeunes Noirs. Ce sont aussi les Noirs qui vivent de façon plus dramatique le problème du logement.

Certes la lutte menée en particulier dans les années 1960 a quelque peu fait rentrer l'arrogance des racistes Blancs et mis fin à des situations par trop décriées par l'opinion, mais le racisme n'a pas dispa-

Suite page 2

Guadeloupe

LA SCOP DE BEAUPORT : DROLE DE CADEAU POUR LES TRAVAILLEURS

Malgré l'opposition manifestée à plusieurs reprises par la présidente du Conseil Général, et certains conseillers tels Viviers et Bernier, cette assemblée, lors de sa session du 4 septembre, s'est prononcée pour le fonctionnement de l'usine de Beauport sous la forme d'une coopérative ouvrière de production.

Le conseil régional avait pris la même position quelques semaines plus tôt. Et le président de ce conseil expliquait dans une récente interview que faire le choix de payer une formation professionnelle ou autres ASSEDIC, ou payer le déficit de Beauport faisait à peu de choses près la même dépense.

Il préférerait donc que les ouvriers travaillent et qu'ils prennent «leurs

responsabilités...». Malgré la belle assurance des défenseurs de cette position, les appels à la «responsabilité» ne feront pourtant

certainement pas le compte. Et ce nouveau sursis a toutes les chances de déboucher sur une nouvelle crise.

Le dernier numéro du journal du PCG l'Étincelle qui se fait ces jours-ci le champion de la formule de la SCOP, ne publiait-il pas une nouvelle lettre alarmante du député communiste Moutoussamy demandant au gouvernement de débloquent au plus vite les fonds nécessaires au fonctionnement de la SAFER. De quel entretien les champs de canne pourront-ils bénéficier cette année encore durant l'inter-récolte ? Et les pluies qui n'ont toujours pas com-

mencé provoquent une sécheresse qui risque de nouveau d'empêcher une bonne croissance des cannes plantées.

Bref la situation ne s'annonce pas tellement meilleure que celle de l'année dernière et on peut se demander de quel cadeau empoisonné la SCOP hérite.

En tout cas, ceux qui s'en sortent plutôt bien dans ce genre de pirouettes, ce sont les capitalistes de la S.A.U.B. qui tirent leurs pieds de vieux souliers, sans avoir, à notre connaissance, d'indemnités importantes ou autres redevances à payer aux ouvriers, après avoir exporté leurs profits pendant des années sous d'autres cieux, et en laissant généreusement un outil de travail qui n'a plus de valeur.

A FRIQUE DU SUD NOUVELLES REVOLTES NOIRES A SHARPEVILLE: 26 NOIRS TUES



La nouvelle révolte des jeunes noirs des ghettos d'Afrique du Sud vient de faire 26 morts selon la presse officielle,

et de très nombreux blessés.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas encore si les émeutes noi-

res se poursuivent, mais ce qui est certain, c'est qu'elles sont l'aboutissement d'une tension extrême qui règne en Afrique du Sud depuis les élections organisées par le gouvernement pour les Indiens et les Métis.

Cette fois, c'est une hausse brutale du montant des loyers qui a déclenché la colère des Noirs.

Depuis plusieurs semaines, en effet, dans les ghettos des grandes villes sud-africaines, et en particulier à SOWETO, la colère des Noirs s'est exprimée avec violence.

Les jeunes noirs réclamaient la reconnaissance de conseils représentatifs d'étudiants, la suppression de l'âge limite et des châtiments corporels. De nombreuses manifestations avaient déjà eu lieu et la répression policière du régime blanc raciste avait déjà fait plusieurs blessés. Des centaines d'arrestations avaient été opérées.

Le jeudi 30 août, déjà, un jeune noir avait été tué par la police.

Cette colère s'était exprimée parallèlement pendant la campagne à l'occasion de l'élection d'une assemblée métisse et indienne.

Le gouvernement sud-africain a en effet modifié la constitution pour permettre une soi-disant représentation des

Suite p. 4

Martinique : LAMENTIN :

UN AEROPORT OÙ SEVIT

LE DESORDRE COLONIAL

La période des congés provoque avec les rotations supplémentaires des avions une affluence considérable à l'aéroport du Lamentin. Tous ceux qui ont dû emprunter «l'autoroute» dans cette région en fin de journée savent que l'expression «affluence considérable» n'est certainement pas le terme le plus approprié pour désigner les embouteillages qui bloquent toutes les voies d'accès de l'aéroport et ce sur des kilomètres en amont et en aval. Quant à ceux qui sont obligés d'accompagner ou bien d'accueillir un parent ou un ami à l'aéroport, c'est devant une situation véritablement anarchique qu'ils se retrouvent. Pas de place pour se garer, ni dans le nouveau parking dont les prix viennent d'augmenter considérablement, ni même... sur les pelouses.

Le comble, c'est l'attitude des pandores locaux affectés à... la régularisation de la circulation, qui ne se privent pas de repousser les limites du ridicule en apposant à tour de bras des contraventions aux véhicules stationnés aux

abords de l'autoroute. Le tout agrémenté de menaces à peine voilées diffusées par la sonorisation de l'aéroport invitant les automobilistes à «déplacer leurs véhicules dans l'immédiat»... pour les mettre où ?

Il est vrai que périodiquement, des projets d'extension de l'aéroport sont remis sur le tapis et qu'il existe même de chaque côté de l'autoroute deux monticules de tout-venant préfigurant l'emplacement du futur échangeur routier «qui devrait faciliter...». En attendant c'est l'usager qui subit !

Tant que l'organisation de la vie de la Cité sera sous la responsabilité de ceux qui n'ont aucun souci des intérêts de la majeure partie de la population, la seule chose qui sera facilitée sera l'exploitation des classes pauvres. Car malgré tous ces problèmes, les avions eux n'ont aucune difficulté à déverser régulièrement leurs milliers de passagers, remplissant ainsi les caisses d'Air-France et de la Chambre de Commerce. C'est cela l'essentiel pour eux.

Guadeloupe

COUPURE D'EAU PENDANT 48 H :

DESINVOLTURE

DE L'ADMINISTRATION.

La quasi-totalité de la Grande-Terre ainsi que la plus grande partie de la région comprise entre Goyave et Pointe-à-Pitre n'ont pas été alimentées en eau potable du Samedi matin 1er septembre au lundi matin. Cette interruption de la distribution d'eau a été provoquée par la rupture d'une importante canalisation à Goyave. La SOBEA n'a daigné avertir les usagers de l'importance des dégâts et de la durée de la coupure que le dimanche-midi soit 36 heures après l'incident qui eut lieu vers minuit dans la nuit du vendredi au samedi. Sans information, la population dut se débrouiller tant bien que mal, courant s'approvisionner en eau selon les bruits qui couraient. Devant des désagréments si importants et touchant tant d'individus, aucune autorité n'a jugé bon troubler son week-end pour organiser même une distribution d'eau.

Les rares bornes publiques des quartiers de Pointe-à-Pitre qui étaient alimentées ont été prises d'assaut. Dans les communes plus éloignées de Pointe-à-Pitre, les plus démunies, sans

moyen de locomotion ont dû se contenter d'eau de mare ou été privés tout complètement d'eau. Bref ceux qui nous dirigent, ne se sont guère préoccupés de régler au mieux les désagréments provoqués par la coupure.

Ils ont laissé la population se débrouiller aux risques pour elle de consommer une eau polluée des mares, des sources ou des rivières.

Quant à la panne elle-même, elle serait due à un glissement de terrain qui a rompu la conduite, glissement provoqué par des travaux de terrassement effectués à proximité. La DDE et cette société de travaux publics savaient que cet important tuyau était menacé par les travaux. Elles ne se sont pas donné les moyens de le consolider avant de déplacer la terre. Maintenant elles prétendent que l'accident était inévitable et qu'il peut se reproduire.

Dans cette affaire les responsables de la D.D.E. et de la Régie des eaux ont comme d'habitude manifesté le plus grand mépris vis-à-vis de la population.

LIVRES :

Lapo Farine,

de Tony Delsham.

Grand-Bourg de Marie-Galante :

GALA DE SOUTIEN AUX EMPRISONNES POLITIQUES

C'est vendredi dernier au soir, à la Maison des jeunes de Grand-Bourg qu'a eu lieu un gala de soutien aux emprisonnés politiques. C'est le groupe de Parents et Amis qui avait pris l'initiative d'un tel gala. Plusieurs groupes de musiciens dont Foubab et un autre groupe de

Marie-Galante, mais aussi la troupe de théâtre «Man Glousse» interprétant une pièce du même nom avaient généreusement accepté de se produire à ce gala.

Plus d'une centaine de personnes se sont donc retrouvées dans la grande

salle de la MJC de Grand-Bourg. Il faut également noter que les parents et amis avaient également fait le déplacement avec quelques personnes de la Guadeloupe.

France : RESTRUCTURATIONS, MODERNISATION, SUR LE DOS DES OUVRIERS.

Si on est sûr de quelque chose c'est que le gouvernement Fabius continuera à appliquer une politique de rigueur dans le domaine social. Le nouveau premier ministre, ministre de l'industrie et de la restructuration dans le gouvernement précédent en est un partisan convaincu. Pour lui l'industrie française doit se structurer, se moderniser pour produire plus et à un coût comparable à celui des Japonais et des Américains.

Aussi les gouvernements socialistes, le précédent comme l'actuel sont aux petits soins pour les patrons. Ils ont réduit leurs charges sociales, accordé des réductions d'impôts, des subventions, des prêts à bas taux pour officiellement réaliser cette modernisation. Si bien que pour l'année 1983 l'INSEE (Institut national des statistiques) vient de constater que les profits des capitalistes français se sont accrus de 17,10% mais ils n'investissent toujours pas. Pour 1984 les prévisions annoncent un accroissement encore plus substantiel et toujours pas d'investissement. Pour les patrons cette politique est bonne car elle rapporte.

La véritable rigueur s'applique aux

ouvriers. Dans le même temps le gouvernement accepte la presque totalité des licenciements économiques demandés par les patrons. Il suffit pour eux de mettre en avant la sacro-sainte «restructuration». Pour l'année 1983, c'est 366 173 ouvriers qui ont perdu leur emploi dans les secteurs industriel et commercial. Ceci avec l'aval du gouvernement. On espère atteindre les 2,5 millions de chômeurs en décembre 1984 et les 3 millions pour 1985.

Dans toutes les branches d'activité on parle de licencier, pour moderniser la production, pour restructurer. Creusot-Loire vient de se débarrasser de 5795 travailleurs. Les Charbonnages de France veulent licencier 31 000 ouvriers d'ici 1988. Une commission estime qu'il faudra licencier encore 70 à 100 000 ouvriers dans l'automobile. Le groupe PSA (Peugeot-Citroën-Talbot) semble prendre les devants dans le domaine des licenciements. Renault, groupe nationalisé, ne saurait tarder à lui emboîter le pas. La liste est longue; Les ouvriers supportent les effets de la rigueur et les patrons les bénéficient. Le gouvernement socialiste en est le maître d'œuvre.

Suite de l'éditorial

ru des Etats Unis. Par bien des aspects et dans bien des domaines il est encore particulièrement vivace. Enfin sans évoquer la domination des pays peuplés de Noirs d'Afrique, d'Amérique et de la Caraïbe par les pays capitalistes riches, il suffit de rappeler que dans nos pays, Guadeloupe et Martinique, peuplés en majorité de Noirs c'est un pouvoir blanc situé à 7000 kms qui prend toutes les décisions, ce sont en grande partie les Blancs qui dirigent localement les administrations principales et détiennent les principales entreprises pour se rendre compte que, nous aussi, nous vivons un racisme qui pour n'être pas ouvert et franc comme celui de l'Afrique du Sud, n'est pas moins officiel.

Ce racisme-là, ces discriminations dont les Noirs sont victimes soit dans leur chair, soit moralement, il n'y sera mis fin que lorsque les travailleurs noirs et blancs décideront de jeter à bas l'impérialisme, cause essentielle de tous ces maux.

«Lapo Farine», Tel est le titre du dernier roman de Tony Delsham. Ce dernier avait, on s'en souvient, publié il y a un peu plus de deux ans un roman, «Xavier» qui avait connu un certain succès dans les milieux antillais.

Lapo Farine, est le surnom d'un clochard de la région de Saint-Pierre-Prêcheur, vivant au lendemain de la seconde guerre mondiale. Rejeté par tous, Lapo Farine est un véritable homme des bois vivant de la vente de charbon de bois et des primes octroyées pour la capture des serpents. Sa vie va être transformée lorsqu'il trouve une enfant abandonnée dans le bois, enfant qu'il élève et avec laquelle il va s'établir à Fort-de-France.

Le reste du livre montré les succès de Lapo Farine qui s'élève dans l'échelle sociale : tour à tour cabrouétier, puis vendeur de snow-balls, puis épicier, Lapo Farine devient un monsieur important, mais qui «craquera» lors de la disparition accidentelle de sa fille adoptive.

Au-delà de cette intrigue, le roman vaut avant tout par sa description des milieux pauvres de Saint-Pierre-Prêcheur et de Fort-de-France. C'est la boutique à Rhum de Man Zita aux tables graisseuses, ou la rue Ti-Doudou, véritable tobogan boueux à Sainte-Thérèse, ou encore le quartier Rive-Droite, aux maisons envahies à chaque grosse pluie par les eaux du canal Levasor !

C'est dans tout ce milieu, milieu de majors, de quimboiseurs, d'hommes et de femmes obséquieux envers plus fort que soi, mais impitoyables avec les plus faibles que Tony Delsham fait évoluer son héros. Lapo Farine, un livre que l'on peut lire avec joie.

Guadeloupe

SUCRE : LETTRE DU PREFET AU

PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL :

IL ANNONCE LA COULEUR.



Alors que les discussions sur l'évolution de l'économie sucrière ont fait la une de l'actualité depuis plusieurs semaines par le biais de décisions budgétaires que devaient prendre les assemblées locales, l'état français vient de rappeler une fois de plus sa position.

C'est une lettre adressée le 27 août au président du Conseil Général par le préfet de région qui rappelle les grandes orientations de l'état arrêtées par le premier ministre Fabius concernant l'économie sucrière.

Dans sa lettre, le préfet commence par rappeler que le soutien au prix de la tonne de canne sera maintenu, que 1000 HA de terres seront rétrocédés dans le cadre de la réforme foncière et que l'irrigation du Nord de la Grande-Terre sera réalisée dans le cadre du contrat-plan négocié actuellement entre l'état et le conseil régional. Mais en dehors des engagements pris sur l'apurement du passif des usines jusqu'à l'an dernier, il avertit que l'état refuse désormais de payer tout nouveau déficit, alors même que les soi-disant effets du plan de relance Mauroy ne sont pas attendus avant deux ans.

En clair, cela signifie, «On a déjà donné suffisamment d'argent, alors débrouillez-vous». Et si les usines ont des difficultés financières, il faudra qu'elles ferment...

Tout ceci dit, en affirmant par ail-

leurs que la grande préoccupation économique du gouvernement restait la «relance effective de l'économie cannière» et que l'état voulait discuter en détail de cette question avec les assemblées locales...

En fait cette lettre du préfet de région à la présidente du Conseil Général annonce tout simplement une fois de plus la couleur.

L'état capitaliste français n'a pas d'argent et surtout il n'a pas l'intention d'en distribuer dans des secteurs qui ne rapportent pas assez d'une manière ou d'une autre aux capitalistes qu'il a l'habitude de subventionner.

C'est le cas dans le secteur sucrier et cannière certes, alors même que s'agissant de la diversification et de l'intensification de cultures qui permettraient de diminuer les importations et de créer des emplois, tout reste à l'état de projets vagues.

Ce n'est assurément pas le seul secteur dans lequel l'état ne paie plus ou paie avec de plus en plus de difficultés et de réticences.

La situation actuelle des hôpitaux et de plusieurs administrations montrent déjà que les restrictions budgétaires font sentir leur effet. C'est ainsi que la prochaine rentrée scolaire risque de le montrer de façon plus criante encore.

Martinique : COMBAT OUVRIER

DANS LES COMMUNES.

C'est d'abord dans les communes du nord du pays, Ste-Marie, Morne-Des-Esses, Marigot, Lorrain et Basse-Pointe puis celles du Sud, François, Vauclin, Ste-Anne, Marin, Ste-Luce et Rivière-Pilote, que nous avons profité de cette période de congés pour rencontrer des jeunes et des moins jeunes. Rencontres agrémentées de discussions très intéressantes qui nous ont permis non seulement de présenter les idées socialistes mais également d'approfondir quelques fois les explications sur des prises de position ou des actions auxquelles certains de nos camarades ont participé ces derniers temps.

Et ce malgré les mesquineries de cer-

tains «élus du peuple» responsables de la gestion de leur commune, qui se comportent en véritables potentats locaux. Tel le maire du Vauclin qui nous «autorise» à utiliser la place publique afin d'y projeter notre montage diapos : «l'Afrique Noire Opprimée, un exemple le Sénégal» en précisant bien : sans alimentation électrique... Ou encore celui de Marin réputé homme de «gauche» qui ne daigna même pas répondre à notre demande de salle.

Cela nous empêcha pas de nous exprimer et surtout de permettre à bon nombre de jeunes et d'anciens de désapprouver ces attitudes en nous fournissant par exemple de l'énergie électrique, et en assistant aux projections.

Guadeloupe : LE 31 AOUT :

LES EMPLOYES D'AIR-FRANCE

MANIFESTAIENT LEUR RAS-LE-BOL.

Le personnel d'Air-France à l'aéroport du Raizet a effectué une journée de grève vendredi 31 août à l'appel des syndicats FO et CGT. Les revendications portaient essentiellement sur des problèmes de personnel et de conditions de travail. Il faut dire qu'en cette période de vacances où pas moins de cinq vols en provenance de Paris passent au Raizet, les employés étaient particulièrement à cran.

En particulier, le personnel constate qu'il est trop souvent en situation de sous effectif dans certains services ; de plus, une grande partie de l'effectif est constitué de travailleurs intérimaires qui effectuent régulièrement trois ou quatre mois de travail, arrêtent, et recommencent au gré des besoins de la direction, mais ne sont pas titularisés et donc n'ont pas une situation stable. Cela nuit à la bonne marche du service, car on ne peut compter sur un effectif permanent, et surtout ces travailleurs ne sont pas assurés de leur avenir, alors que certains d'entre eux sont dans une telle situation depuis plus de quatre

ans !

A part ce problème d'effectifs, les conditions de travail étaient aussi sur la sellette, en particulier la chaleur qui règne dans certains locaux.

Le travail a repris samedi matin, la direction ayant promis de rencontrer les représentants syndicaux pour examiner les revendications.

Mardi 4 août, le personnel était convoqué par les syndicats afin d'examiner les propositions de la direction, et de décider de la suite du mouvement. Il semble que la direction ait promis d'embaucher un certain nombre de personnes dans quelques services, et de titulariser les intérimaires qui travaillent pour Air-France depuis 1980.

La majorité des travailleurs présents a décidé de ne pas recommencer le mouvement de grève, considérant que la direction a fait des concessions. Mais cela n'a pas fait l'unanimité, et certains estimaient que les promesses de la direction étaient insuffisantes, et qu'il fallait poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction de la totalité des revendications.

Guadeloupe :

LES CAPITALISTES USINIERS ET

LES DISTILLATEURS METTENT EN

DIFFICULTE LE SERVICE DE

DEVELOPPEMENT AGRICOLE

DU C.T.C.S.

Ce sont 25 personnes qui sont actuellement menacées de perdre leur emploi dans la crise qui secoue en ce moment le service de vulgarisation agricole rattaché depuis 1978 au centre technique de la canne et du sucre.

Ces 25 personnes, 24 techniciens et un ingénieur sont susceptibles de se retrouver au chômage parce que les caisses du service de vulgarisation agricole sont complètement vides. Vides, car les subventions attendues du FIDOM départemental, du Conseil Général et au Fonds social européen de Formation ne sont toujours pas arrivées.

Jusqu'à l'an dernier le C.T.C.S. acceptait de faire une avance de fonds au service de vulgarisation à partir de sa trésorerie propre, mais cette année le CTCS n'est plus en mesure de faire cette avance. La raison de cette impossibilité : le CTCS attend, lui-même de l'argent des Usiniers et des distillateurs qui n'est toujours pas versé au moment où nous écrivons.

Il faut savoir que le CTCS est financé pour partie, par les planteurs et pour l'autre, par les usiniers. Sur chaque tonne de canne le CTCS perçoit 3 Frs 65. Ces 3 Frs 65 sont versés moitié par le planteur, moitié par l'usiner. En réalité l'usiner opère le prélèvement sur le planteur à la livraison de la canne. A la fin de la récolte les usiniers disposent donc de la quote-part versée par le planteur. En ne versant pas au moins cette

quote-part au CTCS, les usiniers réalisent un véritable détournement de fonds. Ils s'arrogent le droit d'utiliser de l'argent qui ne leur appartient pas. En langage courant cela porte un nom : un vol pur et simple. Cela est tellement vrai que récemment le Trésorier Payeur-Général a interrogé les autorités pour savoir s'il n'était prévu aucune sanction pour ce genre de vol.

Le moindre petit contribuable qui paie en retard ses impôts ou qui ne paie pas ses redevances radiophoniques est obligé de payer 10 % de plus ou est menacé de saisie ou de poursuites judiciaires, mais quand il s'agit de capitalistes usiniers qui utilisent des fonds qui ne leur appartiennent pas les autorités les laissent impunis et semblent même impuissantes à leur réclamer l'argent qu'ils ont indûment utilisé.

Car en fait pour sortir le service de vulgarisation de la crise qu'il traverse il suffirait dans un premier temps que les autorités, Conseil Général et Préfecture obligent déjà les capitalistes usiniers et les distillateurs à verser ce qu'ils doivent eux-mêmes et ce qu'ils ont déjà prélevé sur les planteurs. Mais pour mettre les usiniers et les distillateurs en demeure de payer ce n'est absolument pas sur le Conseil Général et encore moins sur la Préfecture qu'il faudra compter, car il sont bien plus soucieux de défendre les intérêts de ces messieurs que de leur faire payer ce qu'ils doivent.

AFRIQUE DU SUD :

NOUVELLES REVOLTES NOIRES

A SHARPEVILLE :

26 NOIRS TUES.

SUITE DE LA P. 1

communautés métisses et indiennes dans des assemblées qui devaient les représenter.

Mais les 23 millions de Noirs qui constituent la majorité de la population ont été délibérément écartés d'un tel vote. Ces dispositions iniques du régime d'apartheid ont provoqué alors non seulement la colère des Noirs mais aussi celle des Indiens et des Métis. Des manifestations, des attentats, nombreux, ont eu lieu. Métis et Indiens devaient aussi infliger un cinglant camouflet au gouvernement en s'abstenant de voter à près de 70 %.

C'est l'ambiance qui précédait les émeutes qui viennent d'éclater. Et ce n'est pas un moindre symbole que la plus importante émeute ait eu lieu à Sharpeville précisément où en 1960 la police du gouvernement raciste avait massacré près de 70 travailleurs noirs.

La majorité noire ainsi que les Indiens et les Métis en ont assez de ce régime qui poursuit avec la plus grande violence l'application du système d'apartheid.

Ce système est fondé sur une stricte séparation des races à tous les niveaux : aucun mélange racial n'est toléré : les écoles, les transports, les quartiers, les universités sont strictement séparés, non seulement entre Noirs et Blancs, mais entre Blancs, Métis, Indiens et entre Noirs, Métis et Indiens.

Les rapports humains inter-raciaux sont interdits : les mariages mixtes sont interdits et punis par la loi, ainsi que les rapports sexuels entre personnes de races différentes. Un système complexe de lois, de règlements racistes sert à maintenir l'apartheid.

Ce système est fait surtout pour maintenir la majorité noire, dix fois plus nombreuse que la minorité blanche, dans un état de dépendance totale et surtout pour servir de main d'œuvre corvéable à merci pour les profits des capitalistes du pays et des trusts internationaux.

Le gouvernement pratique aussi largement la technique du «diviser pour régner».

Les Indiens ont des avantages que n'ont pas les métis et ces derniers en ont à leur tour que n'ont pas les Noirs.

Les Noirs sont interdits de séjour à partir de la tombée de la nuit dans la ville blanche et doivent regagner leurs ghettos, vastes bidonvilles qui comprennent parfois plusieurs millions d'habitants, comme SOWETO.

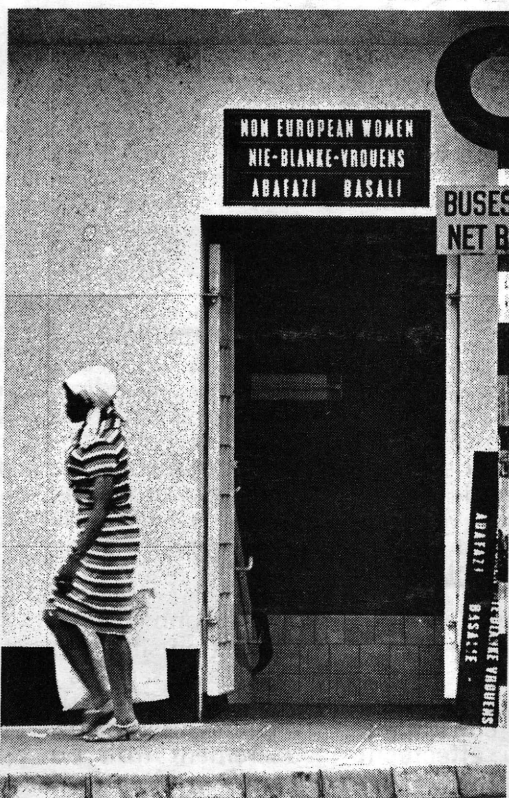
Depuis plusieurs années, le gouvernement raciste a procédé à la création de «home-lands» regroupant la population par tribus, dans des états soi-disant indépendants mais qui, en fait, dépendent totalement du pouvoir blanc et dans lesquels règne une effroyable misère. Pour circuler d'un état à un autre, les noirs doivent avoir un passeport intérieur et laisser-passer. Ceux qui voyagent sans ces papiers sont purement et simplement emprisonnés, ce qui donne au pouvoir blanc la possibilité d'emprisonner quotidiennement des milliers de noirs.

La répression est féroce. Les militants «suicidés» ou morts en prison ne se comptent plus. L'un des plus célèbres fut Steve Biko, leader du mouvement de la «conscience noire», assassiné dans sa cellule.

Un autre prisonnier célèbre est Nelson Mandela, leader de l'ANC (African National Congress) principale organisation nationaliste noire, qui est emprisonné depuis plus de 20 ans.

L'Afrique du Sud n'est pour les Noirs qu'un vaste camp de concentration sur lequel règne une minorité de blancs racistes.

La richesse de ce pays, en particulier celle de son sous-sol, riche en or, fait de lui une puissance sur le continent africain, et un état avec lequel traitent presque tous les pays capitalistes, malgré leurs déclarations anti-apar-



theid. Les travailleurs noirs des mines d'or sont exploités dans des conditions absolument inhumaines, percevant des salaires de misère et subissant régulièrement effondrements de terrain, éboulements, coups de grisou dans les mines qui lorsqu'elles ne les font pas mourir à petit feu les assassinent brutalement.

C'est tout cela donc, qui en plus, des causes immédiates, nourrit régulièrement la colère et la révolte des noirs d'Afrique du Sud.

REPUBLIQUE DOMINICAINE :

ARRESTATIONS DE DIRIGEANTS

DE GAUCHE :

LA POPULATION TENDUE FACE

A LA HAUSSE DES PRIX.

Le jeudi 30 août, six dirigeants de gauche ont été arrêtés à Saint-Domingue. Il s'agit de deux dirigeants du Front de la gauche dominicaine qui regroupe une dizaine d'organisations dont le Parti Communiste, et les dirigeants du bloc socialiste.

La raison officielle de ces arrestations est qu'un complot aurait été fomenté par les organisations de gauche pour renverser le régime. Le ministre de la défense a même affirmé que des éléments de gauche étaient entraînés en Lybie et en Corée du Nord. Ils veulent, a-t-il dit «provoquer des désordres en profitant du mécontentement populaire causé par la crise économique».

On peut douter d'une telle affirmation du gouvernement quand on sait qu'il y a plusieurs mois, alors qu'il n'y avait pas de «complot», il n'était nullement gêné pour mettre plusieurs dirigeants syndicaux, ainsi que le secrétaire général du Parti Communiste, en prison. A l'époque, le prétexte était les émeutes populaires qui avaient éclaté pour protester contre la hausse des prix généralisée, imposée par le Fonds Monétaire International (FMI). C'était le 25 avril dernier.

Aujourd'hui où il y a de nouvelles émeutes et manifestations contre de nouvelles hausses des prix, le gouvernement «social-démocrate» de Jorge Blanco, parle de complot...

Et, en effet, à la fin du mois dernier, les étudiants de l'université de la capitale avaient manifesté contre une hausse de 150% du prix des livres et de 30% de celui des transports.

Un étudiant avait été tué par balle par la police et sept autres blessés.

On sait d'autre part, que le gouvernement s'apprête à signer un nouvel accord avec le FMI qui prévoit une hausse des carburants, ce qui devrait entraîner à nouveau des hausses généralisées.

Alors, il y a tout lieu de croire que les arrestations des dirigeants de gauche ne sont bien que des mesures prises par le gouvernement pour empêcher ces derniers de s'exprimer au moment où les masses pauvres sont en colère et pourraient de nouveau manifester avec violence dans les rues.

A l'heure actuelle, les rues de la capitale sont quadrillées par la police en armes. Un climat lourd de répression anti-populaire règne dans le pays.

IL Y A 45 ANS COMMENÇAIT LA SECONDE GRANDE

BOUCHERIE MONDIALE.

Il y a 45 ans, 3 jours après l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes, les gouvernements de France et d'Angleterre déclaraient la guerre à l'Allemagne nazie. Ainsi commençait la seconde guerre mondiale, qui allait durer près de quatre ans, faire 38 millions de morts, et provoquer des destructions considérables.

Depuis le début de cette année, les occasions ne manquent pas pour célébrer tout d'abord le débarquement de Normandie, la libération de Paris et toute une série d'événements en relation avec la deuxième guerre mondiale. Tout un chacun, en passant par Ronald Reagan qui est allé sur les plages de Normandie faire son «cinéma», et par Mitterrand qui ne rate pas une occasion pour célébrer la victoire des alliés sur les «forces du mal». Tous ces gens cherchent à nous faire croire qu'il s'agissait

d'une guerre visant à protéger la démocratie contre la dictature.

La bourgeoisie, ses hommes politiques et ses plumitifs de service, cherchent par tous les moyens à cacher les causes réelles qui sont à l'origine de la seconde guerre mondiale, comme ils l'ont fait quelques années auparavant pour la première.

En fait, ceux qui se disaient défenseurs de la démocratie, à savoir les gouvernements français et anglais pour ne citer que les importants, n'avaient d'autre but que de préserver le gâteau colonial très fortement convoité par la bourgeoisie allemande et cela depuis plusieurs années. Et en 1939, cette convoitise était d'autant plus forte que l'Allemagne, vaincue en 1918, avait été très profondément éprouvée par la crise économique qui sévissait depuis les années 1929-1930. Cette guerre

était donc une des conséquences directes de la crise dont les pays capitalistes n'arrivaient pas à sortir.

Par bien des côtés la situation dans le monde aujourd'hui ressemble à celle qui existait à la veille de la seconde guerre mondiale. A savoir une crise économique profonde, qui peut très bien déboucher sur une catastrophe ou tout au moins sur des sacrifices considérables pour une partie de l'humanité.

Se laisser prendre à la propagande de ceux qui continuent à vouloir faire croire que la seconde guerre a eu pour seule cause le désir des dictatures allemande surtout et italienne, de s'imposer par la force aux démocraties, c'est laisser les mains libres à ceux précisément qui sont à l'origine de ce conflit avec leur système, le système capitaliste, libres de nous entraîner demain dans une nouvelle boucherie pour maintenir leurs profits et leurs privilèges de capitalistes.

COMBAT OUVRIER

BULLETIN D'ABONNEMENT AU JOURNAL COMBAT OUVRIER

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER (1) pour une période de 6 mois :

Guadeloupe 50 F

Martinique : 50 F

France : 70 F

Pour une période de 1 ans :

Guadeloupe : 100 F

Martinique : 100 F

France : 140 F

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque adressé à :

Gérard BEAUJOUR

BP. 214 POINTE-A-PITRE CEDEX

(1) Rayer les mentions inutiles.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728